



Cette impression est à usage strictement personnel. Si vous souhaitez utiliser cet article à des fins collectives, merci de contacter Revue Banque.

Accueil > Banque d'investissement et de marchés - Gestion d'actifs > Un plan grec pas si indolore pour les banques françaises

Crise de la dette souveraine

Un plan grec pas si indolore pour les banques françaises

DÉPENDANCE DES BANQUES FRANÇAISES AUX MONEY MARKET FUNDS AMÉRICAINS

En % du financement court terme (certificats de dépôts, repo, billets de trésorerie)

Natixis	6
BNP Paribas	2,5
Société Générale	2,1
Crédit agricole	1,4

Source : Fitch, au 30 juin 2011

Revue de l'article Cet article est extrait de Revue Banque n°739

L'impact du plan de sauvetage de la Grèce du 21 juillet, que les banques ont inscrit dans leurs comptes au 2^e trimestre, reste limité. Elles ont déprécié de 21 % leur exposition à la dette souveraine grecque dont l'échéance est antérieure à 2020, soit 15 milliards d'euros pour la banque et l'assurance réunies, selon les calculs du ministère des Finances. BNP Paribas a annoncé un coût de 534 millions d'euros, la Société Générale de 395 millions, Dexia de 338 millions, Crédit Agricole de 150 millions et BPCE de 55 millions. Les détails techniques de cette participation du secteur privé devraient être connus courant septembre, l'IIF (Association internationale des institutions financières) ayant mis quatre options sur la table. Deux sont plus précisément étudiées par les banques françaises : l'échange des obligations à leur valeur faciale mais contre un taux réduit moyen de 4,5 %, ou l'échange avec décote de 20 % à un taux moyen de 6,42 %. Dans les deux cas, le principal de la dette est garanti par des titres AAA émis par le fonds de stabilité (FESF). L'arbitrage entre les options suivra des considérations comptables.

Troubles en vue sur le marché interbancaire

« Ce plan vaut pour solde de tout compte en ce qui concerne les investisseurs privés », prévenait Baudouin Prot le 2 août dernier. Un message que les marchés n'ont visiblement pas entendu. « L'accord du 21 juillet a ouvert une boîte de Pandore: pour les marchés, ce qui a été accepté pour la Grèce peut l'être pour le Portugal, l'Irlande, et maintenant l'Espagne et l'Italie », prévient Christophe Nijdam, analyste chez AlphaValue. Or le « petit problème grec » des banques françaises est susceptible de se transformer en « douloureux problème italien ». L'exposition totale de BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale et BPCE à la dette italienne s'élève à 40 milliards d'euros, quatre fois plus que pour la dette grecque. Le décrochage des cours boursiers des valeurs financières en août s'explique en partie ainsi. Mais sur le front du marché interbancaire également, la situation est tendue. « Les Money Market Funds américains, déjà déstabilisés par la dégradation de la dette américaine et qui peinent à comprendre ce qui se passe de l'autre côté de l'Atlantique,

allègent leurs positions sur les banques européennes. Or ils participent à leur refinancement à court terme en dollars à hauteur de 800 milliards, dont 235 pour les seules françaises. Le scénario noir serait une 4^e crise de liquidité. Pourtant, la qualité de la dette italienne n'a rien de comparable avec ce que valaient les subprime à l'époque! Les marchés ne fonctionnent plus de manière efficiente », témoigne l'analyste. Mi-août, la BCE a été à nouveau sollicitée pour prêter des dollars à une banque, une première depuis février. Elle s'est d'ailleurs engagée à continuer de fournir de la liquidité si besoin était. Son intervention suffira-t-elle à apaiser les craintes ?

Publié sur *Revue Banque* (<http://www.revue-banque.fr>)

Lien: <http://www.revue-banque.fr/banque-investissement-marches-gestion-actifs/breve/un-plan-grec-pas-si-indolore-pour-les-banques-fra>